



Le 10 juin, toutes et tous à Paris : en grève pour défendre le service social en faveur des élèves !

Les annonces issues des Assises de la santé scolaire sont un camouflet. Deux mois de concertation, des constats accablants... et au final : aucune mesure concrète pour répondre à l'urgence dans les établissements.

Nous, assistant·e·s de service social de l'Éducation nationale, avons été les grand·es oublié·es de ce rendez-vous :

- Pas un mot sur nos conditions de travail dégradées ;
- Pas un engagement sur les recrutements pourtant vitaux ;
- Pas de revalorisation de nos métiers ;
- Aucune reconnaissance de notre rôle essentiel auprès des élèves.

Pire encore, derrière les effets d'annonce, qui pourraient être le cheval de troye pour des réorganisations locales transformant nos missions et notre organisation de travail, se dessinent des logiques technocratiques : dilution de nos missions, pilotage administratif flou, réorganisations sans moyens... Tout sauf une réponse sérieuse aux besoins immenses des élèves et de leur famille auxquels nous faisons face chaque jour.

Nous refusons que nos missions soient exercées au sein de pôles médico-sociaux départementaux qui mettent en danger notre statut et nos missions.

Nous refusons d'être les figurant·es d'un simulacre de politique de santé scolaire.

Nous refusons que nos métiers soient vidés de leur sens.

Nous refusons que les élèves soient privé·es d'un accompagnement social de qualité.

Le 10 juin, faisons entendre notre colère et notre détermination !

Nos organisations appellent l'ensemble des assistant·e·s et conseiller·e·s techniques de service social de l'Éducation nationale à se mettre en grève et à converger massivement à Paris pour une grande manifestation nationale.

Nous revendiquons :

- Des créations immédiates de postes pour assurer une présence effective dans chaque établissement y compris dans le 1^{er} degré;
- Une revalorisation salariale, incluant le CTI et une revalorisation indiciaire digne de nos qualifications ;
- Le maintien d'un service social identifié, de ses missions et statuts, piloté par des professionnel·les qualifié·es au sein de l'Éducation nationale ;
- Des moyens structurels pour accompagner les élèves, pas des dispositifs gadget ou des réorganisations bureaucratiques.

Le 10 juin, ne laissons pas le ministère enterrer notre métier dans des réformes creuses.

Les élèves méritent mieux. Nous aussi.